

Les communistes et la gauche italienne au lendemain de la victoire de Berlusconi

Encore une fois, aujourd'hui, l'Italie est sous le pouvoir de la droite et ses composants néo-fascistes, racistes, ultralibéraux, cléricaux et mafieux. Encore une fois, et plus que jamais, en Italie la gauche a perdu et est divisée entre le *Partito Democratico* (PD) – pas vraiment de gauche, mais le dernier résultat de la dérive modéré, néo-centriste, opportuniste et révisionniste d'une partie de l'ancienne PCI avec les héritiers de la DC –, les communistes de *Rifondazione Comunista* (PRC) et des *Comunisti Italiani* (PdCI), et autres petites organisations social-démocratiques, vertes, trotskistes, etc. La division des forces de gauche, et aussi leurs incertitudes et ambiguïtés, a contribué à la grande victoire de la droite de Berlusconi, Fini et Bossi, et à la plus grave défaite de la gauche dans l'histoire républicaine : pour la première fois depuis 1946, les communistes et les socialistes ne sont pas représentés au Parlement italien, et ils doivent se repenser et se réorganiser comme forces « extra-parlementaires ».

Mais, que s'est-il passé ? Après de deux années du gouvernement Prodi avec « *l'Unione* », les élections anticipées du 13-14 avril ont trouvé les partis de gauche, et spécifiquement les communistes, en une situation très difficile : quand Berlusconi et ses confrères ont été délogés en 2006 par l'alliance de centre-gauche sur la base d'un programme progressiste de rénovation politique, sociale et économique du pays, les grands espoirs suscités n'ont pas été correspondus en la réalité, à cause de la grande pression des forces plus conservatoires de la coalition et des « pouvoirs forts » des entreprises, des militaires, des néo-libéralistes et du Vatican. Et aussi, pour la faiblesse et les erreurs des mêmes forces de gauche, qui n'ont pas été capables de contraster ces pressions et de maintenir un lien clair et active avec les instances sociales qu'elles représentaient, les travailleurs, les jeunes, les mouvements. La participation à un gouvernement qui n'a pas donné de réponses aux questions sociales est devenue pour les partis de gauche un prix très haut à payer, pour les croissants mécontent, déception et hostilité.

Finalement, quand le gouvernement Prodi a été fait tombé (par le centre !), la gauche est restée écrasée entre le revanchisme populiste de la droite et le projet modéré et opportuniste du PD. En plus, la formation d'une coalition « Gauche-Arc-en-ciel », entre communistes (PRC, PdCI), social-démocratiques (SD) et Vertes, a été une opération empressée, forcée par les dirigeants des partis, subalterne au PD, et sans âme et personnalité, pour supprimer, dans les contenus et les symboles, l'identité et les expériences des communistes (les plus importantes et forts composants de la coalition !), au nom d'une « innovation » vers une soi-disant « gauche moderne et diffuse ». Et ceci a provoqué encore plus de critiques et méfiance entre les militants et les électeurs.

La somme de tous ces éléments et d'autres a porté au désastre électoral de la gauche, au dessous du 4% minimal pour élire des députés et des sénateurs. Hors du Parlement !

Quoi faire ?

Après le déluge, les communistes du PRC et du PdCI ont ouvert une phase de réflexion et débat, jusqu'aux leurs congrès en juillet, en cherchant des réponses et en évaluant les perspectives et alternatives politiques, sociaux et d'organisation pour le présent et le future: la reprise d'un projet

de « gauche » sans d'adjectifs – mais potentiellement plus générique et modéré –, ou la consolidation des actuels partis pour ré-ouvrir le dialogue et la coopération avec d'autres forces sans préjudiciels ou pertes d'identité, ou la possibilité de réunir les deux partis en un seul, plus fort et plus cohérent Parti communiste, pour la défense de politiques alternatives, anticapitalistes, pacifistes et écologistes, et au même temps ouvert à la coopération sur des thèmes spécifiques avec d'autres forces de gauche, même pas communistes, mais sans oublier que « sans les communistes il n'y a pas de gauche ».

En tout cas, c'est très importante qu'aujourd'hui, il y ait la participation et le travail commun des inscrits et des militants des partis communistes en Italie, de sorte que, quelconque décision soit prise, elle soit une décision démocratique et participée, afin de retourner vraiment à travailler dans la politique et dans la société et les citoyens, et récupérer le contact et la confiance du peuple de gauche.

Ici en Belgique nous avons déjà très bonne exemples de travail en commun entre PRC et PdCI : des « communistes ensemble » sur des thèmes concrètes pour les citoyens italiens à l'étranger, comme les questions sur le réseau consulaire et les services publiques, les associations, l'identité et l'intégration, la culture et l'information, la représentation et la participation politique, etc. Tout ça, sur la base d'une politique d'entente, de bonne volonté et de « savoir faire », avec le compromis personnel des militants et aussi l'appui fraternel d'autres camarades de partis et organisations locaux (dont spécialement le Parti Communiste Wallonie-Bruxelles). D'autres expériences similaires sont actives aussi en autres pays européennes : il s'agit d'une importante et originale contribution qui vient des Italiens à l'étranger et qui est intéressante aussi pour les camarades en Italie, afin de rassembler les forces communistes et de gauche alternative, anticapitaliste, pacifiste et écologiste dans l'effort commune pour « un autre monde possible et nécessaire ».

Références :

- Cercle de Rifondazione Comunista de Bruxelles : <http://users.coditel.net/eberlinguerprc> - eberlinguerprc@hotmail.com - 0498571213
- Section du Belgique des Comunisti Italiani : <http://www.pdci-europa.org/sezioni/be/index-be.html> - belgio@pdci-europa.org - 0476319439

Rue Rouppe 4 - 1000 Bruxelles